

PETER HARTZ

# « L'emploi des jeunes doit être la priorité n° 1 de l'Europe »

Son nom reste associé aux mesures qui ont révolutionné le marché du travail allemand. Mais aujourd'hui, Peter Hartz entend surtout lutter contre le chômage des jeunes à travers un programme d'aide à l'insertion professionnelle étendu à toute l'Union européenne.

**I**L Y A DES HOMMES QUI CHANGENT LE COURS DE L'HISTOIRE. Peter Hartz est de ceux-là. Sans lui, ou plutôt sans les réformes du marché du travail qui portent son nom, l'Allemagne et probablement l'Europe n'auraient pas autant changé. Pour le meilleur, diront certains: le pays a renoué avec la croissance et son taux de chômage fait pâlir d'envie ses voisins. Pour le pire, critiquent d'autres: les inégalités n'ont jamais été aussi criantes outre-Rhin, et les écarts de compétitivité au sein de l'Union sapent la construction européenne elle-même. Pour l'ancien DRH de Volkswagen, l'héritage semble en tout cas lourd à porter. Le septuagénaire se sait mal-aimé dans son pays. Alors, dans son vaste et sobre bureau de Sarrebruck, il pèse ses mots au trébuchet, de peur de relancer le bal des critiques. S'il a renoué avec son rôle public ces derniers mois, c'est uniquement pour poursuivre son grand œuvre: la lutte contre le chômage. Il pense avoir trouvé la pierre philosophale pour réduire le chômage des jeunes, et veut le faire savoir. Mais, pour que son projet aboutisse, il lui faut le soutien des gouvernements de l'Union. Il n'a donc ac-

cordé cet entretien à *L'Expansion* qu'à la condition expresse de ne pas parler de la France – même s'il a du mal à s'en empêcher. Ses idées paraîtront à beaucoup idéalistes, voire utopiques. Les états de service du personnage méritent pourtant que l'on s'y attarde.

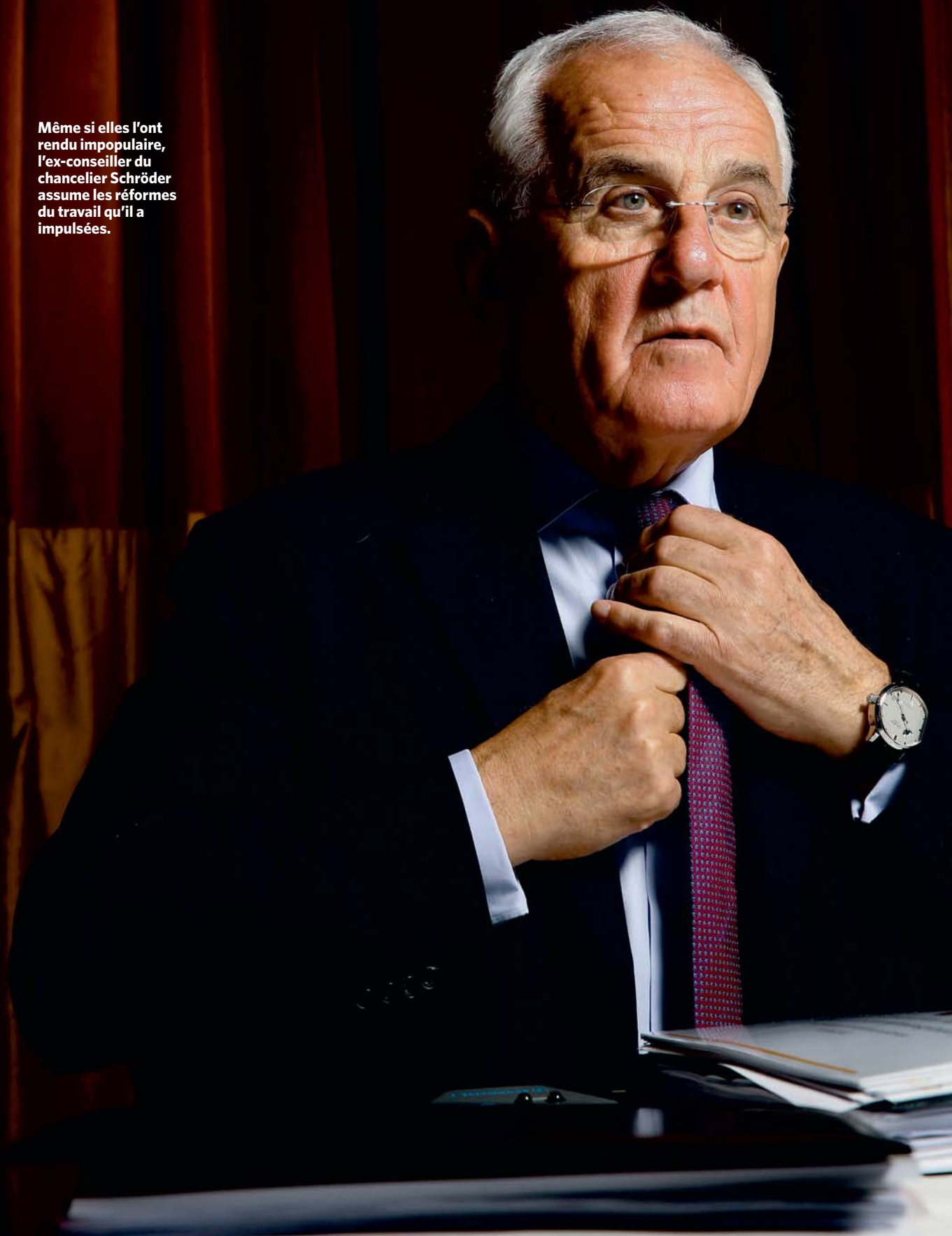
**Vous organisez du 23 au 25 juin à Sarrebruck, en Allemagne, un congrès sous l'égide de la Commission européenne pour lutter contre le chômage des jeunes au sein de l'Union. Pourquoi vous êtes-vous lancé dans cette aventure ?**

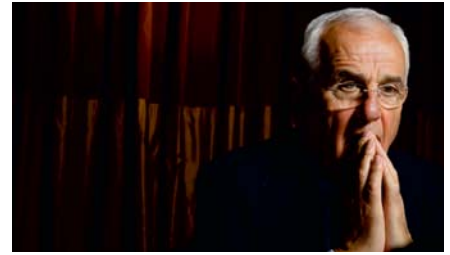
Nous avons 5,7 millions de jeunes au chômage en Europe. C'est inacceptable. Comment imaginer que l'Europe, si riche, soit incapable de donner un travail ou une formation à sa jeunesse ? Si nous voulons que les jeunes croient au projet européen, l'Europe doit faire quelque chose pour eux. L'avenir de l'Union se joue là. Cela ne doit pas être une priorité parmi d'autres, mais la priorité n° 1. J'ai beaucoup aimé le discours porté par Stéphane Hessel à la jeunesse française, avec son *Indignez-vous!*. Sauf que ce ne sont pas juste les jeunes qui doivent s'indigner, mais toute la société. Les racines du chômage sont à chercher dans l'indifférence de tous ceux qui ont un travail face aux personnes privées d'emploi.

**Vous êtes un « Indigné » ?**

Je m'engage car j'ai la conviction que ce problème peut être résolu. Il doit l'être car les progrès de la neurobiologie et de la psychologie du développement nous montrent qu'il est un âge, avant 25 ans, où la formation et l'insertion professionnelle déterminent le futur d'un individu, un âge où son identité et son ➤

**Même si elles l'ont rendu impopulaire, l'ex-conseiller du chancelier Schröder assume les réformes du travail qu'il a impulsées.**





**PROFIL** *Peter Hartz a dirigé, en 2002, la commission à l'origine des mesures qui ont bouleversé le marché du travail outre-Rhin. « Mini-jobs », allocations chômage réduites à un an au lieu de deux, ou encore réforme du « Pôle emploi » allemand... Aujourd'hui, il continue son combat contre le chômage (www.europatriates.eu, pour en savoir plus).*

➤ environnement mental évoluent au contact de ses expériences. Le chômage pèse d'autant plus lourd que le chômeur est jeune et devrait pouvoir prendre sa vie en main, plutôt que d'être relégué à un statut passif et frustrant d'allocataire d'aides sociales. L'adolescence et l'entrée dans la vie adulte sont des périodes de curiosité et de créativité intenses. Peut-on accepter que notre jeunesse soit bridée dans l'une de ses périodes les plus sensibles et les plus fertiles? Croire que ces jeunes pourront rattraper le temps perdu une fois devenus adultes est un miroir aux alouettes. Pour résoudre ce problème, il faut trois éléments: le pouvoir politique, les ressources et les idées. Nous avons les idées. L'Europe a les ressources, à condition de bien les utiliser. Reste à convaincre les décideurs. D'où ce congrès, à l'occasion duquel nous lancerons un programme pilote.

### **En quoi consiste votre projet ?**

Nous voulons ouvrir des perspectives d'avenir aux jeunes chômeurs de toute l'Europe. Chacun devrait se voir soumettre une proposition de formation, d'études ou d'emploi, et avoir la possibilité de s'installer temporairement dans un autre Etat membre afin d'y travailler ou d'y être formé. Ces jeunes auraient un statut d'« europatriés », un terme de notre invention dérivé du mot « expatrié ». Pour cela, nous misons beaucoup sur les possibilités offertes par les *big data*.

### **C'est-à-dire ?**

Avec un groupe de chercheurs, nous avons mis au point un programme complet d'aide à la réinsertion professionnelle, qui s'appuie sur ces technologies. La première étape est un « diagnostic des talents ». C'est un outil informatique qui, grâce à des questionnaires et à des algorithmes, met en lumière les atouts

sonnel. A partir de là, il faut lui trouver un emploi. Pour cela, nous avons développé le « radar pour l'emploi ».

### **De quoi s'agit-il ?**

D'une autre base de données informatiques qui, en croisant et en combinant des milliards d'informations, permet de localiser les gisements d'emplois existants et nouveaux. Les jeunes pourraient même créer leur propre emploi, car notre méthode permet de déterminer avec précision l'importance des besoins, et donc d'un marché potentiel à une échelle très fine. Ces emplois se trouvent, bien sûr, dans les services: nous avons repéré 130 types de postes, regroupés en sept familles: emplois à domicile, services aux familles, cours de soutien, santé et bien-être, nature et jardins...

### **L'avenir de l'Europe, ce sont les services à la personne ?**

Pas uniquement. Tous les jeunes chômeurs n'ont pas le même profil. Un jeune informaticien ou un jeune ingénieur espagnol, bien formé, sera accueilli à bras ouverts par les entreprises allemandes. Mais cela ne peut fonctionner qu'à deux conditions: qu'il bénéficie d'une formation en langue, et surtout qu'il garde un contact avec son pays d'origine pour y retourner quand ses talents y seront à nouveau nécessaires. Il faut organiser tout cela pour éviter les polémiques sur la « fuite des cerveaux ». D'où notre projet « Europatriés ». Mais il y a aussi tous ces jeunes en grande difficulté, sans formation, dont on dit trop souvent qu'on ne peut rien faire pour eux: notre programme montre que ce n'est pas le cas.

**Vous insistez beaucoup sur l'aspect temporaire de ces échanges. Mais en quoi un jeune passé par votre programme pourra-t-il retrouver du travail dans son pays d'origine, si celui-ci est toujours en crise ?**

Il aura pris son destin en main, appris des méthodes, découvert des opportunités, et pourrait donc très bien y créer son propre emploi. C'est pour cela que nous avons mis l'accent sur les emplois de services: il est plus facile et plus rapide d'ouvrir une petite entreprise dans les services plutôt que dans l'industrie.

### **Comment votre programme serait-il géré et financé au niveau européen ?**

Sous la coordination de Bruxelles, chaque pays pourrait adopter nos idées à sa culture. Nous proposons aussi le concept de « franchise sociale », sur le modèle des franchises commerciales: un réseau d'agences réparties un peu partout en Europe, chargées d'accompagner les « europatriés » dans leur par- ➤

**« Chaque jeune chômeur européen devrait avoir la possibilité de s'installer temporairement dans un autre Etat membre pour y travailler ou y être formé. »**

de chacun. Il est essentiel de se concentrer sur les forces des chômeurs, plutôt que sur leurs problèmes. Les résultats du test sont ensuite discutés par un groupe d'experts: c'est une méthode habituellement réservée aux hauts potentiels, et qui serait ouverte à tous les demandeurs d'emploi. A l'issue du test, chaque jeune se voit remettre un plan de développement per-

➤ cours. Bien sûr, le coût n'est pas négligeable: c'est un investissement de 30 000 à 40 000 euros par jeune chômeur. A l'échelle du nombre de jeunes au chômage, ce sont des sommes considérables. C'est pourquoi nous avons imaginé des moyens de financement qui n'augmenteraient pas les dettes des Etats. Il s'agirait de « titres de formation » échangeables émis par un fonds européen placé auprès de la Banque européenne d'investissement. Le fonds serait alimenté par des investisseurs publics et privés, qui ont un intérêt à s'engager pour diminuer le chômage des jeunes: Etats, collectivités, mais aussi entreprises en manque de main-d'œuvre ou particuliers. Le titre, lui, matérialiserait le droit à la formation, et sa valeur. Il financerait la formation du jeune, ou rémunérerait l'entreprise qui l'accueillerait comme apprenti.

### **Combien de jeunes pensez-vous toucher ?**

Si je le savais! Nous souhaitons que notre programme se diffuse en Europe, et pour cela nous avons besoin du soutien des gouvernements des 28 Etats membres. Ils doivent se rendre compte que les mesures actuelles de lutte contre le chômage des jeunes, certes utiles, sont très insuffisantes. Nous avons testé nos outils ici, dans la Sarre. Ils fonctionnent: utilisons-les! **Quel est le lien entre cette initiative et les réformes du marché du travail que vous avez contribué à mettre en place à l'époque du gouvernement Schröder ?**

Avec plus de dix ans de recul, il est clair que les réformes proposées par la commission que je présidais ont permis à l'Allemagne de renouer avec la compétitivité et de réduire le chômage. Mais, à l'époque, nous ne nous sommes pas assez préoccupés du chômage de longue durée. On voit que ce problème n'est pas résolu. Nos travaux actuels, qui s'appliquent aussi bien aux jeunes qu'aux chômeurs de longue durée, montrent qu'il est possible de le résoudre. D'ailleurs, la vraie question que je pose est de savoir pourquoi les politiques n'exploitent pas davantage les possibilités offertes par les progrès technologiques pour mieux lutter contre le chômage...

### **Si ces outils avaient existé en 2002, vous les auriez inclus dans vos propositions ?**

Bien entendu. D'autant plus que l'on sait maintenant, grâce aux progrès des sciences du cerveau, à quel point le chômage de longue durée est destructeur.

### **Les réformes qui portent votre nom ont certes relancé l'économie allemande, mais elles ont aussi engendré plus de pauvreté et d'inégalités. L'aviez-vous anticipé ?**

Je pense toujours que la plus grave des inégalités, c'est le chômage lui-même. Pour le reste, il faut bien voir que les réformes votées par le Parlement en 2002 n'étaient pas exactement celles imaginées par la commission. En particulier, le revenu minimal d'existence pour les chômeurs en fin de droits [l'équivalent du RSA] aurait pu être plus élevé: nous avons proposé plus de 500 euros, mais le gouvernement l'a fixé à moins de 400 euros. De même, nous préconisons déjà l'instauration d'un salaire horaire minimal, de 7,50 euros à l'époque. Je pense qu'il aurait été possible de combattre les inégalités que nous voyons aujourd'hui en suivant ces recommandations. Par ailleurs, je regrette que les réformes portent mon nom. Si j'avais eu un nom imprononçable, cela n'aurait pas été le cas...

### **C'est lourd à porter ?**

Je ne veux pas m'exprimer sur mes sentiments personnels. En fin de compte, les réformes ont été positives, même s'il y a encore beaucoup à faire.

### **Le reste de l'Europe devrait-il aujourd'hui adopter des**

**« Si vous développiez l'emploi partiel en France, vous pourriez avoir très vite un million de chômeurs en moins. »**

### **mesures similaires à celles prises par l'Allemagne en 2002? Cela ne risque-t-il pas, au contraire, d'entraîner l'Europe dans une spirale récessive ?**

Chaque pays doit suivre son propre chemin, en mettant en œuvre tout ce qui est possible pour relancer la croissance et l'emploi. Je ne suis pas un homme politique, ce n'est pas à moi de faire aujourd'hui ce genre de préconisations.

### **Mais pensez-vous que certaines de ces réformes pourraient ou devraient être transposées ailleurs en Europe ?**

Je ne veux pas donner de leçons. Si je réponds à cette question, c'est surtout pour tirer les enseignements des erreurs que nous avons pu faire. Par exemple, il nous a fallu quinze ans pour transposer le *Kurzarbeit* [le chômage partiel] dans la loi: nous l'avons mis en œuvre en 1993 chez Volkswagen, et la loi a été votée en 2008 seulement. C'est pourtant une excellente façon d'éviter les licenciements, de faire prendre conscience aux entreprises que les salariés sont des atouts à préserver, et non des sources de coûts dont il faut se débarrasser. En France, vous parlez de chômage partiel, mais, en fait, il faudrait plutôt parler d'emploi partiel! En le développant, vous pourriez avoir très vite un million de chômeurs en moins.

### **Avez-vous d'autres exemples de réformes « transposables » ailleurs en Europe ?**

Nous avons redéfini ce qu'est une offre d'emploi acceptable. Ce qu'un chômeur peut et doit accepter, d'un point de vue géographique ou financier, ou comme type d'emploi. Les chômeurs doivent admettre qu'ils ne retrouveront pas forcément un emploi identique à celui qu'ils avaient. Et nous avons aussi changé de modèle dans le fonctionnement des agences pour l'emploi: ce n'est plus à l'agence de prouver que l'emploi est acceptable, mais au chômeur d'expliquer pourquoi, le cas échéant, il ne peut pas le prendre.

### **Ne pensez-vous pas que les pays européens devraient mettre en œuvre des politiques plus coopératives, plutôt que de s'engager dans la course aux dévaluations internes que nous observons aujourd'hui ?**

Je crois que le temps n'est pas encore venu, et que la structure de l'Europe n'est pas encore prête pour pouvoir mutualiser les dettes des différents Etats membres. En revanche, la mise en œuvre à l'échelle européenne des propositions que nous défendons aujourd'hui pour lutter contre le chômage des jeunes serait un bel exemple de politique coopérative!

### **Ce projet, n'est-ce pas aussi une façon d'associer votre nom à autre chose qu'aux « réformes Hartz » et à cette expression de « Hartz-4 » (RMiste en français) ?**

C'est vous qui le dites! Cela ne m'avait pas traversé l'esprit...◎